

ANTI**RESSE**

N° 239 | 28.6.2020

Kosovo, la chute du Serpent

Peut-on encore dire NON?

Eternel esclavage

Observe • Analyse • Intervient



L'ÉGLISE DE LA SAINTE-
TRINITÉ DE PETRIČ,
DYNAMITÉE EN JUILLET
1999 DANS UN KOSOVO
SOUS ADMINISTRATION
OTANIENNE.

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Kosovo, la chute du Serpent

ALORS QUE L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE LANCE UNE NOUVELLE INITIATIVE SUR LE KOSOVO, L'INCUPLATION DE HASHIM THAÇI VIENT METTRE EN SUSPENS TOUT LE PROCESSUS. MAIS ELLE RAPPELLE AUSSI LE DÉSASTRE ABSOLU QU'A ÉTÉ LA CONFISCATION, PAR L'OTAN, DE LA PROVINCE SUD DE LA SERBIE. PUNITION TARDIVE D'UN BOURREAU OU COUP TACTIQUE?

«Les Albanais se sont joués de nous comme on joue sur un Stradivarius.» (Général Lewis MacKenzie)

C'est un événement qu'on commémore peu à l'ouest, et qu'on se rappelle à peine: de mars à juin 1999, pendant 78 jours l'OTAN a intensément bombardé la Serbie à cause d'une prétendue «répression» de la population albanaise de sa province méridionale, le Kosovo. Après la signature des accords de Kumanovo, le 12 juin 1999, le Kosovo est passé sous le contrôle de la communauté

internationale (lisez l'OTAN), tout en restant, soi-disant, partie intégrante de la Serbie. La tentative d'occupation militaire de la province à partir de l'Albanie ayant échoué, on avait amadoué les Serbes à la table de négociation.

PROMESSES DE PAPIER ET FAKE NEWS EN CASCADE

Mais cette concession diplomatique n'était qu'un chiffon de papier: en dépit d'une résolution des Nations Unies (n° 1244) affirmant la

souveraineté de la Serbie, les alliés et «partenaires» des séparatistes albanais - lisez l'OTAN - se sont mis à reconnaître l'État «indépendant» du Kosovo sitôt que M. Thaçi et son clan eurent unilatéralement proclamé leur indépendance. Étrangement, la Suisse supposée vertueuse et neutre, au temps de sa ministre des affaires étrangères Micheline Calmy-Rey, fut parmi les États les plus empressés à reconnaître cette entité issue d'un arrachage territorial. Peut-être était-ce une manière de relâcher la pression des Américains au temps de l'affaire dite des fonds en déshérence en servant de poisson-pilote?(1)

Pour faire avaler à l'opinion mondiale une telle série de violations du droit, il aura fallu littéralement lui laver le cerveau en peignant les Serbes comme des nazis et tous les Albanais, indistinctement, comme leurs victimes. Ce qui faisait passer à la trappe tout à la fois les crimes des Albanais contre les Serbes et le sort ultérieur de toutes les minorités ainsi que des Albanais loyaux à l'État serbe.

La suite est un long cauchemar pour les Serbes, mais aussi pour les Monténégrins, les Tziganes et autres minorités présentes au Kosovo. Le pogrom antiserbe de mars 2004, sous le nez des «soldats de la paix» occidentaux, fut particulièrement massif et brutal. Au total, quelque 250 000 Serbes ont été exilés de la province, tandis que mille ont disparu sans traces ou ont été assassinés. Sans l'intervention des parachutistes français commandés par le

colonel Jacques Hogard, la région à majorité serbe de Mitrovica (nord de la rivière Ibar) eût été ethniquement nettoyée dès les premiers jours du cessez-le-feu. Au sud de cette ligne, les quelque 100 000 Serbes restants vivent dans des poches précaires, victimes d'un harcèlement perpétuel (qui ces dernières semaines a connu une recrudescence).

Sur le plan culturel, 150 églises ont été détruites, cependant que l'on construisait ou reconstruisait à leur place 800 mosquées. Cerise sur le gâteau, le nouvel État albanais s'est proposé de s'approprier les monuments chrétiens encore restés debout en les rattachant à son héritage national. La promesse de rétablissement de la sécurité et de la justice - principal argument de l'occupation occidentale - n'était elle aussi que du papier. Enlèvements, intimidations et expropriations se poursuivent. L'enquête menée en 2010 par le magistrat suisse Dick Marty sur le trafic d'organes humains (souvent prélevés à vif) au Kosovo a abouti à des conclusions accablantes pour le pouvoir local - mais non surprenantes, puisque l'ancienne Procureure du Tribunal international pour l'Ex-Yougoslavie (TPIY), Carla del Ponte, mentionnait ce trafic dès 2008 dans ses mémoires. Étrangement, comme dans la Belle au Bois dormant, le Conseil de l'Europe, à qui il était destiné, s'est endormi dessus.

Par ailleurs, les quelques tentatives entreprises pour juger de hauts responsables kosovars et

ex-terroristes comme le «premier ministre» et ancien videur de boîte de nuit en Suisse, Ramush Haradinaj, ont tourné court - par disparition physique des témoins! Peu étonnant lorsqu'on sait que Haradinaj était physiquement protégé par l'armée U. S.!

LE SEUL ÉTAT QU'ON «DÉ-RECONNAÎT»

Une telle caricature d'État, qui est aussi une plaque tournante du trafic de drogue et d'armes en Europe, n'avait aucun avenir et ne pouvait qu'être un casse-tête diplomatique. La reconnaissance internationale du Kosovo a été très partielle, et même régressive: fait rarissime, une quinzaine de pays ont retiré leur reconnaissance. En ce moment, 92 États du monde reconnaissent le Kosovo, 96 ne le reconnaissent pas. Parmi ces derniers, l'ensemble des puissances échappant à la tutelle de l'empire atlantique: Russie, Chine, Inde, Brésil, Algérie, Iran... Soit les cinq septièmes de l'humanité. Une proportion qui, à elle seule, démontre l'irréalité de la «communauté internationale», concept imposé par l'OTAN lorsqu'elle prétendait prendre des décisions au nom et à la place de la Terre entière.

Le seul pays dont la reconnaissance du Kosovo soit encore intéressante et nécessaire aujourd'hui, reste... la Serbie! Seule cette reconnaissance pourrait légaliser le viol flagrant du droit international que constitue l'existence de l'État du Kosovo. Elle est donc une condition

préalable à l'adhésion de la Serbie à l'UE.

Le protagoniste le plus «méritant» pour cette situation grotesque, dans l'équipe locale, n'est autre que Hashim Thaçi, ex-chef de l'organisation UÇK (labellée terroriste en 1998 par les USA eux-mêmes), ex-Premier ministre et actuel président de l'entité hypothétique. Son inculpation soudaine par le TPI, le 24 juin, pour «crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris meurtre, disparition forcée de personnes, persécution et torture» est une surprise qui aura des ramifications intéressantes. Si, comme l'annonce la presse, Thaçi est «rattrapé par son passé», c'est un passé riche d'amitiés et de protections au cœur des démocraties. N'a-t-il pas assisté aux célébrations de la Victoire, le 11 novembre 2018, au deuxième rang des invités d'honneur d'Emmanuel Macron, alors que le président serbe (pourtant représentant d'un peuple ami qui eut une contribution importante à la victoire) était relégué dans une tribune latérale?

On est loin de son arrestation, et plus loin encore d'une condamnation, mais la décision même d'émettre cette inculpation à quelques jours d'une négociation «historique» serbo-kosovare initiée par l'administration Trump force à s'interroger sur le but réel de ce coup de théâtre.

POURQUOI MAINTENANT?

Le TPI est dès ses origines une organisation voulue et sponsorisée par les États-Unis, qui par ailleurs



ne reconnaissent pas son autorité sur leurs propres soldats. Le TPI n'a par exemple même pas envisagé d'inculper des aviateurs de l'OTAN pour les meurtres délibérés de civils (y compris albanais) commis durant les bombardements de 1999. Lorsqu'elle accepta le poste de procureur, la Suisse Carla del Ponte déclara dans la NZZ qu'elle n'avait «rien à refuser» aux Américains.

On sait qu'aux yeux des Américains, les alliés ne sont que des consommables. Cent potentats parmi lesquels Noriega, Saddam Hussein ou même Milošević, en savent quelque chose. (Ce dernier, que j'ai connu, avait travaillé comme banquier aux USA et avait reçu

des «assurances» de Washington, notamment au temps des accords de Dayton, quant à son rôle de pivot et de pacificateur dans les Balkans. Il fut balayé en 2000 par le mouvement Otpor, prototype des révolutions colorées.)

Pour l'Empire, ou en tout cas son aile «deep state», l'inculpation de Taçi pourrait être une double aubaine. D'un côté, on se débarrasse d'un fort à bras qui ne sert plus. De l'autre, on saborde une initiative venant de l'équipe Trump - et l'on prive ainsi le rouquin d'une éventuelle victoire diplomatique façon Corée du Nord. A quelques mois des élections US, on l'a vu ces derniers jours, tous les coups sont permis.

Hashim Taçi, bien évidemment, ne se laissera pas faire si facilement. Il ne tombera pas sans combattre - et il le claironne: sur son profil Facebook, il vient d'étaler les armes de l'UÇK, rouge sur fond noir. Avec qui ne s'est-il pas fait prendre en photo, dans son treillis de terroriste ou, plus tard, son costume anthracite de la bonne maison? Madeleine Albright, Bernard Kouchner, Alain Juppé, sans compter la crème des généraux de l'OTAN. Et puis, bien sûr, le président Macron® qui n'en rate pas une - mais qu'on peut en l'occurrence créditer d'ignorance. Il n'avait que 22 ans au temps de la guerre du Kosovo.

Les Yankees sont immunisés contre ce genre de compromissions. Ils ne reconnaissent même pas les cours qu'ils instrumentent. Les Européens, eux, y sont plus sensibles. Depuis dix ans, le terrible rapport Marty au conseil de l'Europe pointe du doigt leur inaction. Depuis vingt ans, leurs déclarations dans la presse, leurs embrassades avec les criminels et leurs tribunes - de même que leur propagande antiserbe effrénée, véritable anthologie de *fake news*, ont construit la carrière de celui qui est désormais pointé du doigt pour «meurtre, disparition forcée de personnes, persécution et torture». Le 7 mai 1999, en plein bombardement de la Serbie, la brochette d'«humanitaires» usuels - dont le professeur Paul Garde, auteur d'un ouvrage considéré «de référence» sur la Yougoslavie - publiaient dans *Le Monde* une pétition exhortant

l'Occident à soutenir encore mieux l'UÇK. Donc, à déverser encore plus de bombes sur les populations concernées. «L'UCK a le mérite d'exister», écrivaient-ils. Dévoilant par la même une échelle du mérite sur laquelle les tribunaux pourraient une fois les interroger. Soyons assurés que M. Taçi n'oubliera pas de convier ses vieux amis à la cérémonie. A moins, évidemment, qu'il ne soit «epsteinisé» dans sa cellule.

NOTE

1. En tout cas, il y a des coups de main qui ne s'oublient pas. Mme Calmy-Rey préside aujourd'hui une fondation humanitaire créée par la famille d'origine kosovare Orllati, groupe de travaux publics connu pour sa croissance fulgurante en Suisse romande.

UN PEU DE LECTURES

À propos de ce «cas d'école» de désinformation (selon le regretté connaisseur Vladimir Volkoff), que fut la guerre civile yougoslave et en particulier la phase «Kosovo», quelques lectures utiles, sinon indispensables:

- * Jacques Hogard, *L'Europe est morte à Priština*, Hugo & Cie. + Jacques Merlino, *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, Albin Michel.
- * Nikola Mirković, *Le Martyre du Kosovo*, préface de Jean-Louis Tremblais, Éditions Jean Picollec.
- * Pierre Péan, *Kosovo, une guerre «juste» pour un État mafieux*, Fayard.
- * Carla del Ponte, *La Traque, les criminels de guerre et moi*, Héroïse d'Ormesson.

Deux questions au colonel Jacques Hogard

Dans un livre bref et captivant, Jacques Hogard a raconté ses douze jours fatidiques au Kosovo «pacifié» par l'OTAN en juin 1999. Il ne mâche pas ses mots sur le «Serpent» de l'UÇK et ses alliés.

Le «président» de la très fantoche «république du Kosovo» va-t-il vraiment finir en prison? Et quels cadavres risqueraient, à cette occasion, de sortir du placard?

JH: Des esprits chagrins veulent parier que ses puissants protecteurs, les réseaux liés à l'administration Clinton, le sortiront de ce mauvais pas, tant espéré pourtant depuis 21 ans par les Serbes, les Roms, les Goranis et même les Albanais du Kosovo, victimes de sa sauvagerie et de celle de

ses complices de l'UCK: les Ramush Haradinaj, Agim Ceku, Fatmir Limaj, Rexhep Rexhepi, Samir Lushtaku... etc. Pourtant, ce pourrait bien être cette fois la chute finale de ce gangster impitoyable qui, issu d'un clan mafieux kosovar à la triste réputation, émerge subitement en 1999 lors des «négociations de Rambouillet», propulsé sur la scène politique par la vieille sorcière Madeleine Albright, cette égérie maléfique de la tribu Clinton, qui se prend d'amour pour ce petit voyou et lui voit alors un destin «national». Le chef de l'UCK, le parrain du crime organisé au Kosovo et de l'abominable trafic d'organes, déjà surnommé «le serpent», éliminant sans pitié les Albanais du Kosovo loyaux à Belgrade ou tout simplement pacifistes, tels ses rivaux de la LDK, va jouer un rôle



éminent en 1999 et dans les années qui vont suivre, alternant les fonctions de «premier ministre», de «chef de la diplomatie» (!) et de «président» à la tête du ramassis de voyous qui s'intitule «gouvernement de la république du Kosovo». Cette fois pourtant, ce pourrait bien être la chute finale du «Serpent», car le dossier est ficelé, complet, avec toutes les preuves, tous les témoignages: oui, Hashim Thaçi est bien un criminel barbare auteur de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, perpétrés sans distinction contre tous ceux qui s'opposaient à ses plans. Il y a quatre ans, j'ai su par un magistrat français que le dossier était bouclé. Celui de Thaçi, mais aussi celui de l'UÇK ainsi que de leurs soutiens étrangers. Il ne me surprendrait pas que le temps

écoulé depuis, ces quatre ans précisément, qui m'ont semblé long et parfois fait douter, je l'avoue, n'ait été en fait celui de la réflexion pour ces derniers et qu'ils aient en conséquence décider de le lâcher enfin, pour en quelque sorte se dédouaner eux-mêmes. J'en fais le pari: tous ceux qui comme le Pape François, le président Macron, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Bernard Kouchner et bien d'autres responsables officiels, notamment de l'OTAN et de l'Union Européenne, lui ont réservé dans un passé récent un chaleureux accueil, préféreront dans les mois et années à venir lui tourner le dos avec superbe!

ENFUMAGES par Eric Werner

Le vote, à quoi bon?

OUI, VOUS AVEZ TOUJOURS LA POSSIBILITÉ DE REFUSER. DE DIRE VOTRE DÉSACCORD. DE RUER DANS LES BRANCARDS. MAIS CELA SERVIRA-T-IL À QUELQUE CHOSE? LA QUESTION N'EST PAS NOUVELLE, LES RÉPONSES POURRAIENT L'ÊTRE.

La liberté est un terme très général, il veut dire beaucoup de choses. On n'entrera pas ici dans ce débat.

On pourrait néanmoins défendre l'idée selon laquelle la liberté commence avec le droit de dire non: tout simplement non. Je ne suis pas d'accord, et je le dis: je dis non. Je ne cours non plus aucun risque en le disant. Personne ne viendra m'arrêter, ou seulement même me créer des ennuis. Ce pourrait être le sens premier de la liberté.

Nous avons évoqué la semaine dernière le *Traité du rebelle* d'Ernst Jünger. Le livre a été écrit au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, avec en arrière-plan la double expérience du nazisme et du communisme: deux régimes où l'on courait effectivement de gros risques en disant non. C'est ce que rappelle Jünger dans les premiers chapitres de son essai (sans jamais citer nommément ces deux régimes, au demeurant). Lui-même a vécu la période nazie, et s'il n'a pas lui-même fait l'expérience du communisme, il l'a néanmoins connu de près, puisqu'une partie de l'Allemagne était à l'époque sous occupation soviétique. Dans un tel contexte, il est évidemment très difficile de dire

non. On ne peut en tout cas pas le faire dans le cadre légal.

Mais on *peut* le faire. Ce n'est pas en soi un problème. Même un individu isolé dispose de toutes sortes de moyens pour le faire. Il lui faut simplement se montrer prudent, ne pas trop se faire remarquer. C'est la règle de base. Tout doit se faire en cachette. On est condamné à la clandestinité. C'est ce qui caractérise le Rebelle.

Le titre allemand du *Traité du rebelle* est *Der Waldgang*, littéralement, la marche en forêt, et par extension le recours aux forêts. Le Rebelle est celui ayant recours aux forêts, y ayant recours pour se soustraire à Big Brother et à sa police omniprésente. Comme nous le relevions la semaine dernière, le *Waldgang* a aussi une signification militaire. Il entre en résonance avec la «petite guerre», celle des chasseurs ou «coureurs des bois» du XVIII^e siècle. On pense aussi aux guerres de guérilla de l'époque napoléonienne, qui fascinèrent tant Clausewitz. On sait par ailleurs l'importance que ce type de guerre revêtait au cours de la Deuxième Guerre mondiale. En 1951, on en était encore très proche. Le *Traité du rebelle* n'est pas exactement une «théorie du

partisan» (titre d'un essai de Carl Schmitt paru, lui, en 1963), mais il n'en est pas non plus très éloigné.

QUAND LE NON VAUT LE OUI

Qu'en est-il aujourd'hui? Dans une dictature, personne n'a le droit de dire non, c'est ce qui la définit en tant que dictature. Il en va différemment en démocratie, car ce qui caractérise la démocratie, c'est justement la reconnaissance, au moins théorique, d'un tel droit, droit s'identifiant très largement avec le droit de vote. Il y a des élections, et l'on vote.



Dans une dictature aussi il y a des élections, sauf que, dans une dictature, les élections sont truquées, que l'on en connaît d'avance le résultat. Le droit de vote perd dès lors toute signification. Si, elle en a quand même une, peut-être même deux: celle, d'abord, de montrer que si 2 % des gens disent non, 98 % disent oui. Les autorités y tiennent beaucoup. 98 % des gens sont pour nous: vive nous!

Ces 2 % ont ceci encore d'utile qu'ils justifient la terreur: «Les dictatures ne peuvent vivre de pur assentiment, si la haine, et par elle la terreur, n'y ajoutent leur contre-poids», écrit Ernst Jünger. Grâce à ces 2 %, la haine, et par elle la terreur,

gardent leur raison d'être. 2 % de gens qui disent non, c'est toujours 2 % de gens qu'on peut haïr. Et aussi toute une police avec de gros effectifs, pour empêcher que ces 2 % n'en viennent, sait-on jamais, à se révolter. Autrement, on serait peut-être obligé de diminuer les effectifs. Est-ce seulement pensable?

En démocratie on n'a pas tous ces problèmes. Les gens votent, et tout se passe très tranquillement. Il n'y a ni haine ni terreur, au moins c'est ce qu'on raconte. Nous reviendrons peut-être un jour sur la haine, c'est moins simple qu'il

n'y paraît. En attendant, on admettra que le vote, aujourd'hui en Europe, est relativement libre. Il est donc encore possible de dire non. Preuve en soit que le nombre des gens qui le disent est souvent assez élevé. Il y a même des cas où il est majoritaire. C'est rare, mais cela arrive. Les partis d'opposition, malgré tous les efforts entrepris pour les marginaliser, les vilipender, leur interdire tout accès aux médias, recueillent également un nombre substantiel de suffrages: parfois jusqu'à 30, voire 40 %. C'est plus en tout cas que les 2 % mentionnés plus haut. Mais il y a un mais.

1. Vous pouvez encore dire non, c'est vrai, mais que vous disiez oui ou non, de

toute façon cela n'a *aucune importance*. Car, quel que soit le résultat du vote, les autorités feront ce que, de toute façon également, elles auront décidé de faire. L'exemple emblématique est celui du référendum en France sur le projet de Constitution européenne en 2005. Les électeurs avaient voté non, mais les autorités n'en ont pas tenu compte. Elles ont fait comme si ce référendum n'avait jamais eu lieu. On pourrait aussi citer le cas de la Suisse, où les autorités n'appliquent les décisions populaires que lorsque cela les arrange. Dans le cas contraire, elles passent outre.

2. Par ailleurs, sur toutes sortes de questions importantes (en particulier *les plus importantes*), on ne vous demande tout simplement *pas* votre avis. Et donc vous n'avez pas l'occasion de dire non. Aucun vote n'a par exemple jamais été organisé pour savoir si les Européens étaient d'accord ou non de voir leur continent servir de déversoir à la démographie africaine, avec les conséquences en découlant. Personne ne leur a jamais posé la question. Peut-être auraient-ils dit oui, d'ailleurs. On ne saurait évidemment l'exclure. Mais on ne leur a jamais posé la question. Ils ont donc été placés devant le fait accompli.

On ne dira peut-être pas qu'on n'est pas en démocratie, il y a toujours moyen de dire qu'on est en démocratie. Il est difficile en revanche de dire que l'essai de Jünger ait perdu toute actualité. Toute actualité, non. Ernst Jünger écrit: «Voter non ne fait pas encore de vous un rebelle. On est même un retardataire.» La gauche succède au pouvoir à la droite, la gauche à la droite, chacun voit bien qu'il n'y a aucune différence entre la gauche et la droite. C'est bonnet blanc, blanc bonnet. Après, personne

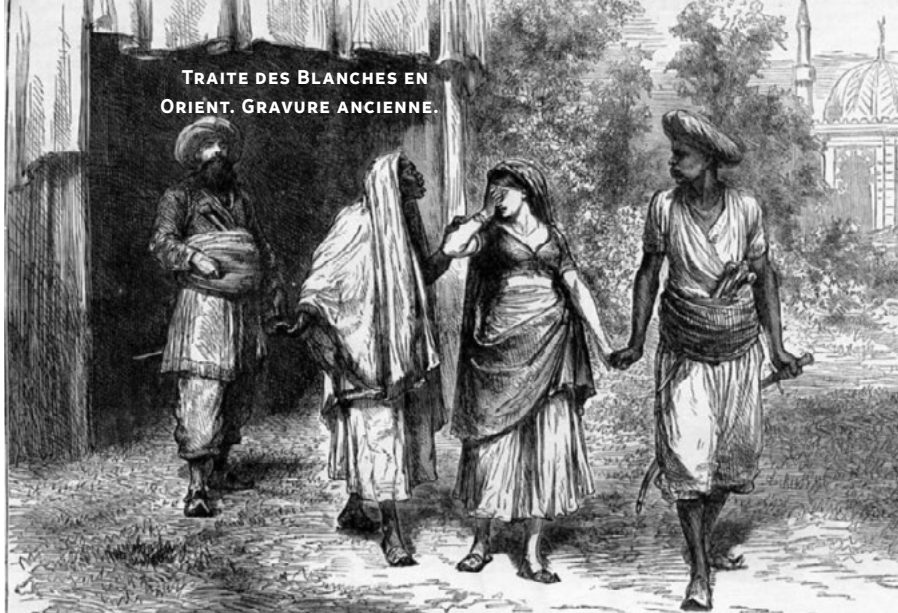
ne vous empêche de voter pour la gauche, respectivement pour la droite. Mais pour quoi faire?

RÉINVENTER LA LIBERTÉ

C'est un cas de figure que n'avait pas envisagé Jünger, et en ce sens le *Traité du rebelle* date un peu. Le totalitarisme en 2020 n'a pas exactement le même visage qu'en 1951. Mais les remèdes restent les mêmes: «Même un nombre infime d'êtres, pourvu qu'ils soient sincèrement résolus, peut devenir une menace, non uniquement morale, mais aussi effective». Cela reste valable aujourd'hui encore. Comme cette formule qu'on vient de citer où Jünger dit que «voter non ne fait pas encore de vous un rebelle. On est même un retardataire». D'une certaine manière, voter appartient aujourd'hui au passé. Il faut aller au-delà.

En ce sens, nous ne sommes pas appelés seulement à défendre la liberté, mais d'une certaine manière aussi à la réinventer: «Dans l'ordre du temps, toute modification du nécessaire entraîne une mutation de la liberté. (...) La liberté héréditaire doit être incarnée dans les formes que prescrit la rencontre avec la nécessité historique». En son essence profonde, la liberté ne change pas, elle reste toujours la liberté, mais elle change dans sa forme avec le temps. On ne peut donc plus aujourd'hui la penser comme on le faisait en 1789.

TRAITE DES BLANCHES EN
ORIENT. GRAVURE ANCIENNE.



Passager clandestin

Maurice Pergnier: un racisme peut en cacher un autre

L'AMÉRIQUE EST EN PROIE AUX ÉMEUTES RACIALES - ET L'EUROPE LÈVE SON PETIT POING À SON TOUR. APRÈS LA PANDÉMIE DE LA PEUR, NOUS VOILÀ CONFINÉS DANS NOTRE CULPABILITÉ PAR LA PANDÉMIE DE L'AUTOFLAGELLATION. MAURICE PERGNIER, LINGUISTE, ÉCRIVAIN, PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-EST-CRÉTEIL NOUS PROPOSE CETTE MISE AU POINT HISTORIQUE SUR LA PÉRENNITÉ DE L'ESCLAVAGE QUE LES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN N'ONT PAS ÉTÉ INTÉRESSÉS À PUBLIER.

Non, l'esclavagisme n'est pas un «privège blanc»

Cela devait fatalement arriver, dans le sillage de l'indignation contre des violences policières réputées racistes: la France est une nouvelle fois sommée d'expiation son passé esclavagiste. Il semble que l'expiation du crime (car, en effet, personne ne nie que s'en fût un!) de la Traite des Noirs soit la chose la plus urgente à laquelle la République dût se livrer à la sortie de trois mois de catastrophe sanitaire et économique.

Exercer ce devoir de mémoire est chose honorable et parfaitement respectable en soi. Sauf que tout ceci repose sur un axiome qui peut se résumer ainsi: l'Europe occidentale «blanche» aurait inventé l'esclavage, à la fin du moyen-âge, en se livrant à la Traite des Noirs; quant au reste du monde, en particulier le monde africain, il serait innocent de tout péché d'esclavagisme. Il n'y a pas lieu de s'étonner que cette vision de l'histoire gouverne

la pensée de la quasi-totalité de nos concitoyens – aussi bien «gaulois» que d'origine africaine –, puisqu'elle se reflète dans les propos tenus par la plupart des journalistes et des politiques, et qu'elle s'est même infiltrée dans les manuels avec lesquels on enseigne l'histoire à nos enfants. Pourtant, il s'agit d'une fable, voire d'une escroquerie à l'Histoire! On peut s'étonner, par exemple, de la complaisance avec laquelle cette vision unidimensionnelle et décontextualisée de l'histoire, mise au service du devoir de contrition, est entretenue par des historiens qui se targuent de vouloir intégrer les faits de l'histoire nationale dans une vision mondiale dépassant le nombre de la vision traditionnelle héritée de Michelet. L'histoire de la traite africaine est pourtant bien documentée, et établie de manière irréfutable par les spécialistes, et on ne peut que regretter que les historiens laissent à de simples citoyens, comme l'auteur de ces lignes, le soin de rétablir la réalité des choses face à une vision entièrement guidée par l'idéologie.

EN TOUS LIEUX ET DE TOUT TEMPS...

Il convient d'abord de rappeler que l'esclavage (présenté implicitement comme si la France l'avait inventé) est de tous les temps et de tous les lieux. Il suffit de jeter un regard sur les grandes civilisations de l'antiquité, dont nous nous enorgueillissons d'être les descendants (Grèce, Rome), pour voir que toute leur économie était fondée sur l'esclavage. Les autres ne sont pas en reste, que ce soit les empires orientaux, les royaumes barbares, ou les civilisations africaines. Pendant toute l'antiquité, il paraissait normal de réduire en esclavage les armées et populations vaincues à la guerre, voire d'effectuer des razzias spécifiques chez les peuples voisins pour en prélever un contingent.

La véritable «invention» est que, en France (en Gaule, si l'on préfère) et dans tout l'espace de feu l'Empire romain, l'es-

clavage a été aboli *de facto*, progressivement et sans tapage, au fur et à mesure de la progression du christianisme (même si des poches s'en sont perpétuées encore longtemps). Cela n'a, certes, pas mis fin à «l'exploitation de l'homme par l'homme», il s'en faut de beaucoup: le servage, aboli par Louis X le Hutin au 14^e siècle, était à peine plus enviable! Mais le statut d'esclave en tant que tel n'avait plus d'existence. Force est de constater qu'il n'en fut pas de même dans le reste du monde. En Afrique noire et musulmane, en particulier, la pratique de l'esclavage a continué (et continue encore, si on se souvient, par exemple, de la révélation par CNN de vente de migrants subsahariens en Libye, ou que des groupes islamistes subsahariens comme Boko-Haram se sont vantés sans gêne de vendre comme esclaves des lycéennes enlevées dans les villes). Les références à l'esclavage abondent dans le Coran ou les Hadiths; il n'est proscrit par l'islam qu'à l'égard des musulmans (c'est d'ailleurs ce qui explique l'origine du phénomène spécifique de la traite des Noirs, dont il est question ici).

Quand les colonisateurs de l'Amérique ont eu besoin de main-d'œuvre servile, ils sont allés tout naturellement la chercher là où il y avait une offre. Si, à partir du XV^e siècle, ce commerce d'êtres humains a pu s'opérer pendant trois siècles et demi, c'est justement parce que la pratique de l'esclavage sévissait déjà à grande échelle sur le continent africain, notamment depuis le VII^e siècle au profit de l'Afrique blanche musulmane. La réduction d'une partie de la population à l'état d'esclaves, et le commerce de ces derniers, faisaient partie intégrante des mœurs des royaumes africains (comme, un millénaire auparavant, elles faisaient identiquement partie des mœurs de l'Empire romain). Pour s'en tenir à la traite occidentale, les potentats de l'Ouest africain effectuaient des razzias contre les peuples centraux

et en ramenaient des prisonniers dont ils faisaient le commerce, entre eux ou avec les étrangers demandeurs. Cela dû-t-il choquer les préjugés existants, les marchands d'esclaves européens n'ont fait que se greffer sur ce trafic, qui leur préexistait et qui leur a survécu. Dans *Le Génocide voilé*, paru en 2008 chez Gallimard, Tidiane N'Diaye écrivait : «*La traite des Noirs par le monde arabo-musulman du VIIe au XXe siècle peut s'assimiler à un génocide: on estime qu'elle fit près de 17 millions de victimes tuées ou castrées.*» *Sur la quatrième de couverture du livre, on peut lire ce résumé* : «Les Arabes ont razié l'Afrique subsaharienne pendant treize siècles sans interruption. La plupart des millions d'hommes qu'ils ont déportés ont disparu du fait des traitements inhumains.»... Tidiane N'Diaye est un chercheur franco-sénégalais, il ne peut donc être soupçonné de racisme; notons que pour avoir exposé les mêmes faits, quelques années plus tôt, Olivier Pétré-Grenouilleau, grand spécialiste de l'esclavage, fut l'objet d'une cabale violente et inexplicable (du simple point de vue historique). Sur le sujet, on peut se référer également à Jean Sévilla : *Historiquement correct*, ch.11, et à son abondante bibliographie. Ces trois auteurs n'insistent pas sur la complicité active que cela impliquait de la part potentats locaux, mais les faits parlent d'eux-mêmes.

Cette remise en perspective ne réduit en rien l'horreur intrinsèque de la Traite des Noirs vers l'Amérique, mais elle lui confère sa vraie signification: ce néo-esclavagisme de l'Europe occidentale n'est pas *l'invention de l'esclavage*; c'est une *régression* de ladite Europe vers une pratique qu'elle-même avait abolie en son sein un millénaire auparavant, mais qui avait encore cours partout ailleurs. On ne peut qu'en être affligé; mais c'est un fait que la responsabilité en est partagée, à parts au moins égales, par les Européens

et les Africains (du nord et du centre). C'est là la triste réalité qu'une idéologie historique contemporaine veut occulter. Vouloir cacher cette réalité historique, c'est prétendre que l'ignorance a des vertus civilisatrices et politiques supérieures à la connaissance.

La traite des Africains pour peupler l'Amérique est un très sévère accroc dans une mentalité européenne et chrétienne qui avait cessé depuis longtemps de considérer que les humains pouvaient être des marchandises. On peut, bien sûr, arguer qu'intervient ici une autre considération, qui est le *racisme* : si une entorse a pu être faite à l'abolition de fait de l'esclavage en Occident chrétien, c'est parce qu'il s'agissait de populations d'une autre race, et que ces dernières n'étaient donc pas considérées tout à fait à l'égal de l'humanité européenne; dans la tête des trafiquants d'esclaves, la prohibition s'appliquait sans doute aux populations européennes, non aux «sauvages» d'autres continents. Certes. Mais ils étaient d'autant plus enclins à raisonner ainsi que leurs partenaires africains n'y trouvaient eux-mêmes rien à redire, et n'étaient pas gênés de traiter comme des marchandises les individus qu'ils vendaient, sans considération de race. Pour ces derniers, ce n'était pas du racisme au sens propre: il suffisait, pour être déshumanisés, que ces individus appartinssent à des ethnies ennemies ou considérées comme inférieures (exactement comme chez les Romains et autres peuples de l'antiquité).

QUI A COMBATTU L'ESCLAVAGE?

De notre point de vue contemporain, c'est ignoble, et il est fâcheux qu'il ait fallu presque trois siècles pour que l'égalité de traitement soit reconnue aux Africains transplantés aux États-Unis. Il est néanmoins juste de reconnaître une chose: c'est du sol européen (et notamment français) qu'est venue cette reconnaissance et, en conséquence, l'abolition de l'es-

clavage sur les territoires relevant de sa compétence. On ne saurait en dire autant des territoires africains, où la pratique du commerce des esclaves a continué comme si de rien n'était jusqu'à la colonisation, tant entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire, qu'au sein de cette dernière.

D'autre part, l'esclavage était une réalité omniprésente dans les mœurs africaines, et concernait la vie de tous les habitants (qu'ils en profitent ou qu'ils en soient victimes!). Pour les habitants des pays européens, la traite des noirs était une réalité marginale et lointaine. Cela concernait quelques armateurs, marins et commerçants qui sillonnaient l'océan pour faire prospérer leur négoce, une cohorte de miséreux partis de gré ou de force tenter leur chance en Amérique... et des hommes d'affaires (comme - faut-il, hélas, le rappeler? -, Voltaire). La plus grande partie de la population n'en connaissait même pas l'existence, et on ne saurait lui imputer la responsabilité des crimes perpétrés au nom de ce sinistre commerce. Cela ne diminue en rien le scandale que représente le fait qu'elle ait été perpétrée avec l'approbation officielle des pouvoirs politiques et religieux (qui étaient parfois les mêmes); mais cela enlève sa singularité au crime spécifiquement français et en replace la responsabilité dans une juste perspective. Ce sont là des faits que la plupart des Français ignorent en toute bonne foi, puisque cela ne leur est jamais exposé. Mais n'est-ce pas le rôle des historiens de dissiper l'ignorance, en resituant les événements dans leur contexte global, surtout lorsque cette ignorance devient falsificatrice du présent et poten-

tiellement génératrice de guerres interraciales?

Il y a une sorte de racisme inconscient à exonérer les peuples d'Afrique de leur propre responsabilité dans la traite, et à en charger uniquement la partie française: c'est, en quelque sorte, proclamer que seuls les peuples comme le peuple français - parce qu'ils étaient «civilisés» - n'auraient pas dû se livrer à cette pratique, bonne seulement pour les «sauvages». Certes, au regard de la sensibilité contemporaine, il nous paraît surprenant, et même proprement effarant, que des humanistes comme Voltaire et l'ensemble des Philosophes ne se soient pas insurgés contre la traite. C'est pourtant, là aussi, la réalité constatée, qui devrait inciter les penseurs à plus de prudence dans la projection anachronique des jugements de valeur! Après celle de Colbert, devra-t-on déboulonner les statues de Voltaire, Diderot, Beaumarchais, Condorcet... et de tous les héros des Lumières, pour cause de complicité de génocide et de crime contre l'humanité? Flétrissons leur mémoire! Fort bien! Mais qu'on nous donne, en regard, la liste des grandes consciences africaines (notamment arabo-musulmanes) qui, aux mêmes époques ou postérieurement, se sont élevées contre la pratique de l'esclavage par leurs propres civilisations!

Des actes de contrition en commémoration de la sinistre Traite des Noirs. Pourquoi pas? Mais la raison voudrait qu'ils impliquent tous ceux qui y ont pris part, et la France n'en fut pas (et de loin!) le protagoniste principal (même parmi les pays occidentaux).

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://le.site.ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. - Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

TURBULENCES

ECONOMIE • A qui profite le Covid?

Va-t-on s'en étonner? Les Anglo-Saxons, avec leur vantardise et leur obsession de la compétition, nous vendent la mèche. Le *Financial Times* publie la liste des «compagnies qui ont le mieux prospéré durant la pandémie». Les entreprises qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu «Coronavirus» sont toutes des entreprises technologiques:

La tête du classement est menée par les 'usual suspects': Amazon, Microsoft et Apple qui ont vu leurs valorisations boursières augmenter pendant la crise de 400, 270 et 220 milliards de dollars respectivement.

Oui, vous avez bien lui: à elles seules, ces trois boîtes américaines ont enflé de presque un billion de dollars en trois mois!

Dans le peloton de tête, on trouve aussi Tesla, Facebook, Google, PayPal, Netflix et les géants chinois comme Tencent, JD.com, Alibaba...

Le facétieux site *Business AM* a pris sa meilleure loupe pour chercher dans ce classement les sociétés européennes. Le résultat est tellement... modeste qu'il ressemble à «une nécrologie pour l'UE». Audi en 18e position (surtout grâce à une opération financière interne), Nestlé en 51e, L'Oréal tout juste 95e pour avoir fortement misé sur sa vente en ligne (et donc contribué à l'enrichissement du Top 10).

La conclusion se passe de commentaires:

Le fait que l'Europe reste un 'nain' en termes technologiques n'est pas nouveau. Mais le classement confirme non seulement que ce déséquilibre prend progressivement des proportions hors normes, mais qu'il semble également irréversible.

Et n'allez pas dire que le BigData a exploité un «momentum Covid-19» (*Intelligence Online* n° 851, 15.4.2020). Vous

serez traité d'épouvantable complotiste et privé de Twitter!

LISEZ-MOI CA! • «Au bout du monde» de Nicolai Leskov

Ce qu'il apporte. *Au bout du monde* est un livre, construit comme un conte, typiquement russe, tant par sa narration que par les thématiques abordées. Leskov crie son amour d'une orthodoxie véritable, saine et modeste, qui, seule, conserve en elle l'esprit du Christ face aux pharisiens pourfendeurs d'une foi pure et sincère.

Ce texte, datant de la fin du XIXe siècle (1875) revisite le mythe du bon sauvage retransposé dans les steppes russes de Sibérie; là où le paganisme résiste à la religion orthodoxe.

Sous forme d'une fable morale, Leskov relativise l'influence et l'impact d'un dogme religieux imposé de force dans le seul but de convertir une population, pour la plupart sous-éduquée et analphabète. Malgré ce manque de connaissance, ces sauvages ont un cœur pur et une fidélité que peu de Chrétiens possèdent. Cette pureté de cœur, pour l'auteur, est la vraie religion qui habite chacun de nous indépendamment de nos différentes croyances. Tout en s'inscrivant dans une conclusion tolérante, Leskov est et demeure chrétien. Il le revendique avec énergie et beauté tout en respectant les autres religions. Il aime sa culture et ne dénigre jamais l'Autre. Le Soi et l'Autre réunis dans un texte magique, solaire, voire lunaire.

Ce qu'il en reste. Ce récit joue du même décentrement que les *Lettres persanes* de Montesquieu qui, par reflet, nous renvoie l'image de notre civilisation, sous forme d'une critique sarcastique et ironique, avec ses dysfonctionnements, ses similitudes, ses joies et beautés.

A qui l'administrer. Un livre à faire lire

toutes affaires cessantes à tout colonisateur (OTAN, etc.) avant qu'il se mette en tête d'asservir un peuple; aux lecteurs chrétiens amoureux de la littérature russe, sainte et éternelle.

Comment se le procurer. Un bel exemple que j'ai trouvé dans la librairie «Le Vieil Anecy» (La Procure) qui se trouve au 3, rue Jean-Jacques Rousseau (sans aucune prédestination).

- ✱ Nicolaï Leskov, *Au bout du monde*, 2008, imprimé, plié agrafé par Alidades, sur la rive sud du Léman. Suggestion de *Patrick Gilliéron Lopreno*.

ÉCOLE NUMÉRIQUE · Sous les belles promesses, la régression

Manuels numérisés, école à distance: les États et les pédagogues se sont précipités sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies et «numérisent» l'école à tout va.

Pourtant, de plus en plus d'études suggèrent que l'école numérique ne résout pas les problèmes hérités (comme les inégalités culturelles et sociales), mais les accentue parfois encore. Sans compter qu'elle en crée d'autres, notamment au point de vue des facultés d'attention et d'assimilation de la matière enseignée. Intitulé «La salle de classe en chute libre», un panorama paru dans *Horizons et Débats* dresse un bilan précis de l'e-reculade. Le cas le mieux étudié, car le plus en pointe, est celui des États-Unis.

Dans une enquête réalisée en 2016 auprès des étudiants de Westpoint, académie militaire américaine bien renommée, les moins bons résultats aux examens correspondent à ceux disposant d'ordinateurs portables ou d'appareils numériques dans leurs classes. Les élèves de huitième de Caroline du Nord, ayant appris l'algèbre en ligne, se montrèrent incapables de calculer aussi bien que ceux enseignés traditionnellement, de manière frontale, voilà ce qui

résulte d'une enquête comparative entreprise à l'université Northwest, en 2014.

Les pays d'Europe ne sont pas en reste, en particulier l'Allemagne, qui est en pleine transition du papier au numérique. Ainsi dans le Bade-Wurtemberg:

Depuis 2015, certaines écoles secondaires ont des «classes à tablettes». Non seulement elles ont été présentées comme l'avant-garde de la numérisation, mais elles ont été présentées aux parents sceptiques comme «expérience pilote scientifiquement accompagnée». Mais même dans ce cas, l'évaluation scientifique ne consiste pas à savoir si les enfants apprennent aussi bien sous forme numérique. ...

Les enseignants, en particulier, sont de plus en plus préoccupés par cette tendance... «Nous avons déjà l'impression que les enfants sont beaucoup moins concentrés», déclare un représentant du syndicat des enseignants de Basse-Saxe. «Les équipements numériques dans les écoles ne font que causer encore plus de troubles.»

Au bilan, il apparaît que les méthodes numériques facilitent surtout le travail des enseignants. Développer l'attention et les facultés de raisonnement des enfants? Cela ne semble pas faire partie du mandat.

- ✱ Illustration: couverture du livre de Ralf Lankau *Kein Mensch lernt digital* («Nul humain n'apprend numériquement»), éd. Beltz.

LISEZ-MOI ÇA! · Dracula et tous ses vampires à la Pléiade

Ce qu'ils apportent. Ces écrits qu'Alain Morvan a traduits, annotés et compilés nous donnent une ouverture sur les origines du mythe du vampire occidental. Il nous transmet la terreur, le mystère et l'angoisse que chacun des auteurs a voulu ancrer dans son œuvre. La principale, le *Dracula* de Bram Stoker, exprime à elle seule tous les éléments qui ont été perdus dans le cinéma moderne, de la nature

profondément maléfique du vampire à la bonté naturelle qui existe en chaque être humain.

Ce qu'il en reste. En plus du plaisir de lire une excellente traduction, une compréhension de l'évolution d'un mythe à travers les âges. Chaque œuvre transporte le lecteur dans un autre temps où il découvre non seulement le vampire, mais aussi l'humain qui doit faire face au mal et à l'inconnu.

A qui les administrer? Aux amateurs de mythes et traditions obscurs. À ceux qui aiment passer leurs soirées dans un monde juste un peu différent, mais si proche du réel.

- * *Dracula et autres écrits vampiriques*, La Pléiade, Gallimard, 2019. Traduits et annotés par Alain Morvan. Suggestion de Xenia Despot.

USA - Bolton vs Trump, la moustache venimeuse

L'homme qui a conseillé Trump en matière de politique étrangère pendant un an et demi vient de lancer un gros pavé dans le marécage de Washington. Dans ses mémoires de plus de 500 pages intitulés *La pièce où tout cela s'est passé*, John Bolton détaille ce qui n'aurait pas dû sortir des murs de la Chambre ovale. Même s'il a ainsi trahi la confiance de son boss, qui n'est pas non plus connu pour tenir sa parole, John Bolton a fait œuvre utile en facilitant la tâche des historiens qui se pencheront sur le mandat très controversé du président à la houppie orangée. D'autant plus que Bolton affirme avoir détruit toutes les notes prises pendant son passage à la Maison Blanche, plutôt que de les confier - comme il se devrait - aux archives de la Présidence. Sa prodigieuse mémoire lui aurait permis de reconstituer jusqu'aux paroles prononcées par les nombreux interlocuteurs du président. Cette prouesse a trouvé une

solide récompense, puisque Bolton a engrangé à titre d'avance de son éditeur la coquette somme de deux millions de dollars.

«Nous pouvons croire ce que Bolton dit, non pas en raison de sa longue réputation d'honnêteté. Bien au contraire, il a été l'un des individus les plus fourbes à se profiler dans les hautes sphères étatsuniennes. Mais Bolton est extrêmement intelligent si l'on se réfère aux normes de la droiture et il a un sens très aigu de son intérêt personnel. Ses mensonges dans le passé ont toujours porté sur des personnes ou des nations plus faibles que lui, qui ne pouvaient pas lui faire payer le prix de ces mensonges. A contrario, lorsqu'il s'en prend à de plus puissants que lui, comme le président en fonction, on peut être sûr qu'il prend soin d'avoir les faits pour lui» (Revue *The Intercept*)

Républicain moustachu et faucon aux griffes acérées, Bolton est un partisan de guerres préventives contre tous les États déclarés voyous: Irak, Iran, Venezuela, Corée du Nord, Cuba, Nicaragua et bien d'autres encore. Avant d'être recruté par Donald Trump, il affûte ses armes sous le règne de Reagan et de George W. Bush. Quelques exemples de sa vilénie attestée: fervent partisan de la guerre du Viet Nam, il fait tout pour éviter d'être enrôlé et de «crever dans une rizière du Sud-Est asiatique», laissant généreusement à d'autres l'honneur de se sacrifier pour la patrie. Ambassadeur aux Nations Unies, il raille l'impuissance de l'organisation mondiale et du droit international, qui ne disposent d'aucun moyen de sanction. Mais lorsque la Cour pénale internationale veut se pencher sur les exactions des soldats américains en Afghanistan, Bolton annonce à Kofi Annan que les États-Unis renoncent à toute participation à la CPI.

Sa morgue mafieuse atteint un sommet en 2002 quand il entreprend de chasser le diplomate brésilien José Bustani de la direction de l'Organisation pour l'interdic-

tion des armes chimiques. «Nous savons où vivent vos enfants», lui souffle-t-il pour l'inciter à démissionner. Bustani avait le tort de vouloir convaincre l'Irak d'admettre des inspecteurs de l'OIAC et de prouver ainsi l'absence sur son territoire d'armes de destruction massive. Le pire pour Bolton était de se voir privé d'un motif d'attaquer l'Irak.

Pour le camp démocrate, le livre de Bolton arrive au bon moment pour dégonfler la baudruche Trump aux yeux de l'électorat. À l'autre bout de l'échiquier, le

journal *The American Conservative* y voit au contraire un manuel de tout ce qu'il ne faut pas faire en politique étrangère. En fin de compte, dans la démocratie yankee où l'argent est roi, Bolton n'aura sans doute été mû que par son propre intérêt. Il s'est abstenu de témoigner dans la procédure d'*impeachment* et a attendu le bon moment pour vendre ses secrets au prix fort.

■ **Jean-Marc Bovy**/26.06.2020

Pain de méninges

L'AVARICE DU CŒUR

Il y a une avarice pire que celle de l'argent, une lésine par ailleurs devenue aujourd'hui générale: je veux parler de l'avarice du cœur, de l'âme et de l'esprit. Ne pas trop aimer, ne pas trop réfléchir (ni trop loin, ni trop profondément, ni trop au-delà de soi), ne pas trop s'enflammer (ni pour un idéal, ni pour le monde, ni pour soi-même), ne pas trop s'enthousiasmer non plus (cela provoque des insomnies) - telles sont, désormais, les petites vertus des petits hommes d'aujourd'hui. Bientôt viendra un temps où l'on ne comprendra plus du tout la grandeur, quelle qu'elle soit, ni celle des sentiments, ni celle de la pensée, ni celle de l'Histoire, de l'art ou de l'État: Napoléon, Jeanne d'Arc, Michel-Ange, Dante, Shakespeare, Tristan et Iseult, Héraclite et Parménide, Alexandre ou César nous deviendront peu à peu complètement étrangers - pour beaucoup, ils nous semblent déjà venir d'une autre planète, plus altière sans doute, et, pour cette raison, plus digne d'être aimée. La grandeur, l'instinct de grandeur s'éteindra dans les cœurs, et seul ce qui sera petit aura le droit de parler. La petitesse des sentiments deviendra même le critère décisif d'évaluation des valeurs admises, efficacement concurrencée en cela avec l'étroitesse de vue et de pensée; il s'agira surtout de produire le moins d'intelligence possible: car penser au-delà de soi est devenu trop fatigant. L'amour aussi sera réduit à sa portion congrue (cela aussi est devenu trop fatigant); et rien de ce qu'ont aimé nos ancêtres et les hommes avant nous ne sera plus digne d'être aimé, célébré ou défendu. Point n'est besoin d'«invasions barbares» pour faire s'effondrer une civilisation, la barbarie est au-dedans - et elle est d'abord intérieure, sévissant dans le cœur de chaque homme qui oublie ce qu'il est, d'où il vient, ce qu'il pourrait devenir et ce qu'il doit à la terre, ainsi qu'à tous ceux qui l'ont précédé dans l'Histoire.

Gilles Wauthoz - *La Grande Raison*.



**Ce n'est pas le
moment de lire
triste.**

Téléchargez le guide!

GO.ANTIPRESSE.NET/45LECTURES



L'Antipresse ne vit que de vos abonnements et de vos dons.
Faites-la connaître autour de vous!
Soutenez cette publication sans égale dans les nouveaux médias!
antipresse.net

PANACHE NUCLÉAIRE

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENDO

